

Taxer les superprofits pétroliers : une demande de justice, un levier pour la transition

Madeleine Péron

Institut Veblen, mai 2026



La récente hausse des prix de l'énergie replace au cœur du débat public une question restée sans réponse depuis 2022 : celle de la taxation des superprofits réalisés par les grandes entreprises en période de crise. Alors que ménages et entreprises subissent de plein fouet la volatilité des marchés énergétiques, et que les besoins de financement de la transition restent considérables, le gouvernement français n'a jusqu'ici pas fait de cette piste une priorité.

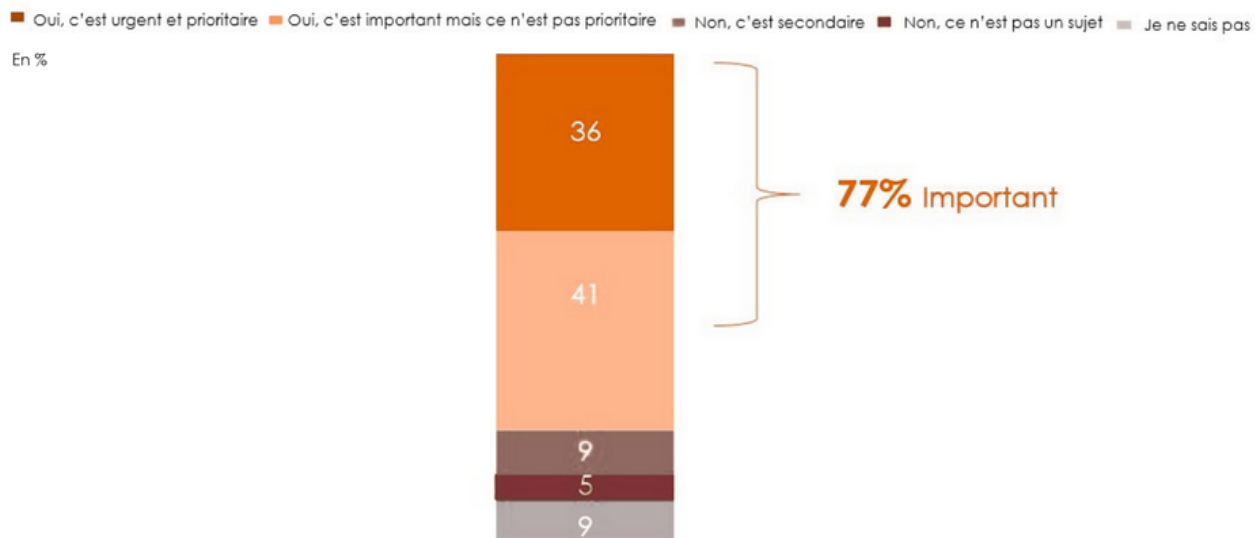
Pourtant, les Français y sont favorables. Une étude menée par l'Institut Veblen et Verian montre qu'une large majorité d'entre eux soutient une telle mesure et qu'ils perçoivent clairement le double enjeu qu'elle représente : protéger les plus vulnérables face aux chocs énergétiques, et dégager les ressources nécessaires pour accélérer la transition vers un système énergétique moins exposé à ces crises. La présente note apporte un éclairage économique complémentaire à ces résultats, en montrant pourquoi une telle taxation est non seulement légitime, mais économiquement justifiée. Taxer les superprofits pétroliers, c'est à la fois une mesure de justice immédiate et un levier pour accélérer la sortie de cette dépendance.

Crise énergétique, superprofits et transition : investir pour sortir de la dépendance

Pour les Français, le diagnostic ne fait guère débat : la France est fortement dépendante des énergies fossiles. **88% des personnes interrogées en sont convaincues**, un constat massif qui alimente un appel tout aussi net à changer de modèle. **77% jugent ainsi important de réduire fortement la consommation d'énergies fossiles**, dont près de 4 sur 10 (36%) considérant même cet objectif comme urgent et prioritaire.

Figure 1 : L'opinion à l'égard de la baisse de la consommation d'énergies fossiles

A l'avenir la France devrait-elle réduire fortement la consommation des énergies fossiles (pétrole, gaz...)?

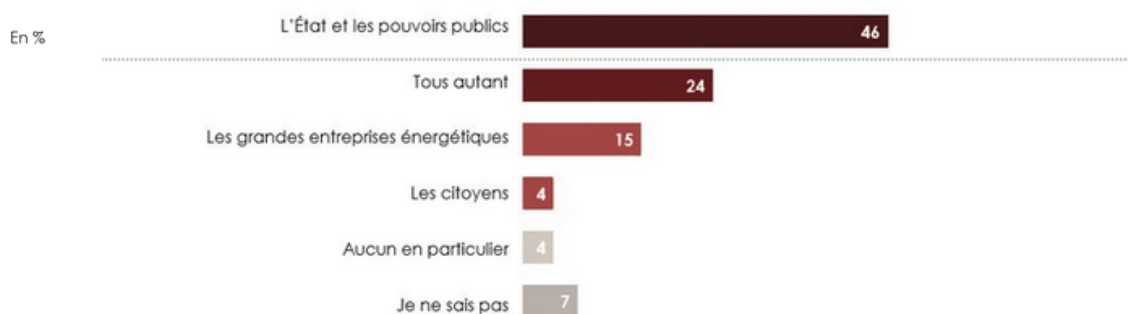


Source : Institut Veblen et Vérían, "Les Français et les profits des entreprises pétrolières en temps de crise". Enquête réalisée par internet du 13 au 15 mai 2026 sur un échantillon représentatif de 1000 personnes.

Cette transition énergétique repose, dans l'opinion, sur un double levier. D'une part, **un recours massif aux énergies décarbonées**, avec un équilibre assumé entre **renouvelables (72%) et nucléaire (69%)**. D'autre part, un **pilotage politique fort : 46% des personnes interrogées attendent de l'État qu'il soit le principal moteur de la sortie des énergies fossiles**, alors même qu'une majorité (54%) estime aujourd'hui qu'il n'investit pas suffisamment dans des solutions comme l'électrification ou l'efficacité énergétique.

Figure 2 : Les acteurs attendus de la sortie des énergies fossiles

Pour sortir de la dépendance aux énergies fossiles, qui doit, selon vous, agir en priorité ?



Source : Institut Veblen et Vérian, "Les Français et les profits des entreprises pétrolières en temps de crise". Enquête réalisée par internet du 13 au 15 mai 2026 sur un échantillon représentatif de 1000 personnes.

Répondre à l'urgence en protégeant les plus vulnérables et préparer l'avenir

Dans l'immédiat, face à la flambée des prix de l'énergie, les Français attendent **des mesures concrètes de protection du pouvoir d'achat**. Le **renforcement du chèque énergie à 450€**, destiné aux ménages les plus vulnérables, recueille ainsi **l'adhésion de plus d'un sondé sur deux (53%)**. Mais cette réponse de court terme ne suffit pas : elle doit s'accompagner, pour eux, d'une **transformation en profondeur du modèle énergétique**, en accélérant le développement conjoint du nucléaire et des renouvelables. 36% en font une priorité pour limiter les impacts des prochaines crises.

Des profits jugés inacceptables, qu'il faut mettre à contribution

Dans ce contexte de flambée des prix et de tensions sur le pouvoir d'achat, les profits exceptionnels des entreprises pétrolières cristallisent les critiques. 40% des personnes interrogées jugent choquant le fait que les entreprises pétrolières réalisent des profits importants en période de crise, et 23% les perçoivent comme injustes. Ceux de TotalEnergies sont ainsi **jugés dérangeants ou inacceptables par 75% des personnes interrogées**.

Figure 3 : Le regard des Français sur les profits des entreprises pétrolières dans cette période

Le fait que des entreprises pétrolières réalisent des profits importants dans cette période vous paraît-il avant tout...



Source : Institut Veblen et Vérian, "Les Français et les profits des entreprises pétrolières en temps de crise". Enquête réalisée par internet du 13 au 15 mai 2026 sur un échantillon représentatif de 1000 personnes.

Figure 4 : La perception des profits exceptionnels de TotalEnergies

TotalEnergies a connu cette année des profits exceptionnels. Ils ont annoncé, mercredi 29 avril, avoir réalisé 5,8 milliards de dollars de bénéfices au premier trimestre 2026. Un chiffre en hausse 51% sur un an. Pour vous, quand une entreprise comme TotalEnergies réalise des profits exceptionnels, est-ce...



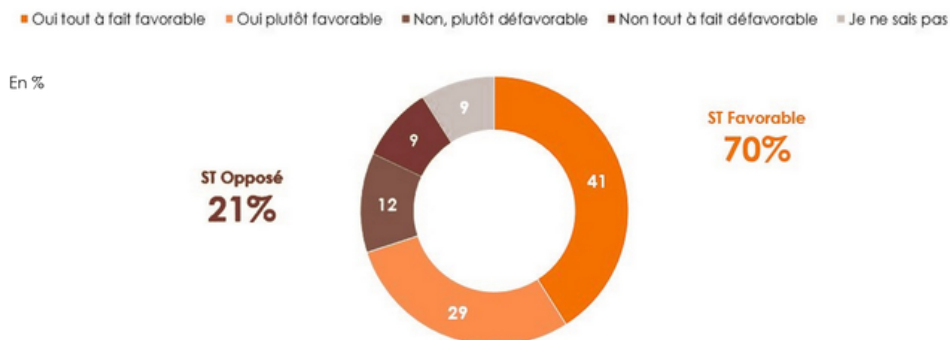
Source : Institut Veblen et Vérian, "Les Français et les profits des entreprises pétrolières en temps de crise". Enquête réalisée par internet du 13 au 15 mai 2026 sur un échantillon représentatif de 1000 personnes.

Cette perception nourrit un soutien massif à leur taxation :

- **70% se disent ainsi favorables à une taxe sur leurs superprofits**
- **73% soutiennent une taxation y compris lorsque ces profits sont déclarés à l'étranger, souvent dans des paradis fiscaux**
- **Et enfin 76% souhaitent que la France s'associe à une initiative européenne portée par les gouvernements allemands, espagnols, italiens, portugais et autrichiens qui demandent à la Commission européenne de mettre en place une taxe sur les bénéfices exceptionnels réalisés par les entreprises énergétiques, à la suite de la hausse des prix des carburants liée à la guerre au Moyen-Orient**

Figure 5 : L'opinion à l'égard d'une taxe sur les superprofits des entreprises pétrolières

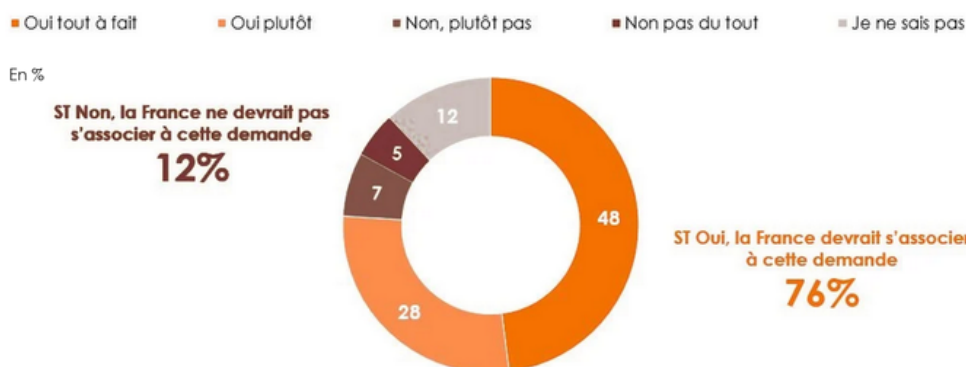
a. Taxation des superprofits. Dans quelle mesure êtes-vous favorable à une taxation des superprofits des entreprises pétrolières ?



b. Taxation des superprofits et optimisation fiscale. Une des difficultés pour les Etats aujourd'hui est que beaucoup de ces entreprises pratiquent l'optimisation fiscale. Dans ce contexte, êtes-vous favorables à ce que l'Etat taxe ces superprofits même s'ils ne sont pas déclarés en France mais dans des paradis fiscaux ?



c. Soutien à une initiative européenne. Cinq pays européens, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Portugal et l'Autriche ont appelé la Commission européenne à mettre en place une taxe sur les bénéfices exceptionnels réalisés par les entreprises énergétiques, à la suite de la hausse des prix des carburants liée à la guerre au Moyen-Orient. La France devrait-elle, s'associer à cette demande ?

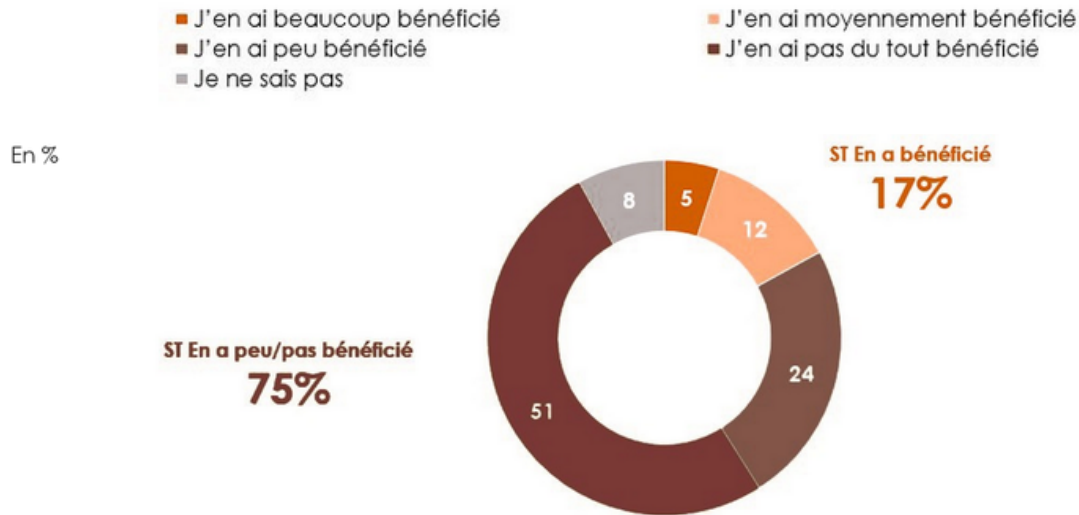


Source : Institut Veblen et Vérian, "Les Français et les profits des entreprises pétrolières en temps de crise". Enquête réalisée par internet du 13 au 15 mai 2026 sur un échantillon représentatif de 1000 personnes.

En parallèle, les actions mises en avant par les entreprises apparaissent peu convaincantes aux yeux des Français. Le **plafonnement des prix des carburants** est **jugé insuffisant par une majorité (54%)** et n'a bénéficié concrètement qu'à **17% des personnes interrogées**.

Figure 6 : Le bénéfice personnel du plafonnement des carburants

Face à l'augmentation des prix du pétrole, l'entreprise TotalEnergies a décidé de prolonger sa politique de plafonnement des carburants dont les Français « bénéficient » depuis février 2023. Dans quelle mesure diriez-vous que vous avez pu en bénéficier personnellement ?



Source : Institut Veblen et Vérian, "Les Français et les profits des entreprises pétrolières en temps de crise". Enquête réalisée par internet du 13 au 15 mai 2026 sur un échantillon représentatif de 1000 personnes.

Pourquoi taxer les superprofits des entreprises pétrolières est économiquement justifié ?

Des profits qui ne doivent rien au mérite

Sur le plan économique, la taxation des superprofits pétroliers repose sur un argument solide : ces gains exceptionnels ne reflètent ni une hausse de l'activité réelle, ni une performance économique propre. Ils ne découlent d'aucune innovation, d'aucune prise de risque particulière, ni d'une amélioration de la productivité. Ils résultent d'une situation extérieure (la guerre en Ukraine hier, les tensions au Moyen-Orient aujourd'hui) qui fait mécaniquement monter les cours du pétrole et du gaz. En économie, on appelle cela une rente : un gain qui échoit à celui qui est bien positionné sur un marché, non à celui qui a mieux travaillé ou mieux innové. Or la théorie économique est claire sur ce point : la rente est la forme de revenu la plus légitime à taxer, précisément parce qu'elle n'a pas d'effet dissuasif sur l'activité.

Et à qui profitent ces rentes ? Selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (2023), seul 1 % des dépenses de l'industrie pétrolière en 2022 est allé aux énergies bas-carbone, contre 48 % pour de nouveaux projets fossiles et 39 % reversés aux actionnaires.

Des entreprises qui ne peuvent pas être les pilotes de la transition

Sur le plan économique, la taxation des superprofits pétroliers repose sur un argument solide : ces gains exceptionnels ne reflètent ni une hausse de l'activité réelle, ni une performance économique propre. Ils ne découlent d'aucune innovation, d'aucune prise de risque particulière, ni d'une amélioration de la productivité. Ils résultent d'une situation extérieure (la guerre en Ukraine hier, les tensions au Moyen-Orient aujourd'hui) qui fait mécaniquement monter les cours du pétrole et du gaz. En économie, on appelle cela une rente : un gain qui échoit à celui qui est bien positionné sur un marché, non à celui qui a mieux travaillé ou mieux innové. Or la théorie économique est claire sur ce point : la rente est la forme de revenu la plus légitime à taxer, précisément parce qu'elle n'a pas d'effet dissuasif sur l'activité.

Et à qui profitent ces rentes ? Selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (2023), seul 1 % des dépenses de l'industrie pétrolière en 2022 est allé aux énergies bas-carbone, contre 48 % pour de nouveaux projets fossiles et 39 % reversés aux actionnaires.

Une recette fiscale rapide, dans un contexte où les alternatives sont rares

Dans un contexte de finances publiques sous tension et de besoins de financement considérables pour la transition, la taxation des superprofits présente un avantage décisif : elle permet de dégager rapidement des recettes significatives sans alourdir la fiscalité des ménages ou des entreprises ordinaires. Le gouvernement Lecornu avait lui-même prévenu qu'il faudrait trouver 6 milliards d'euros supplémentaires, sans quoi c'est l'austérité, c'est-à-dire le raboutage des dépenses publiques, qui s'impose par défaut.

Or la transition énergétique a un coût que l'État doit en partie assumer via de nombreuses subventions : au leasing social pour l'accès aux véhicules électriques, à la rénovation thermique des logements, à l'électrification des procédés industriels des petites et moyennes entreprises, au développement des énergies renouvelables. Ce sont précisément ces investissements qui permettent de sortir durablement des crises énergétiques à répétition, et que les profits des majors pétrolières ne financeront pas spontanément.

>> Accédez aux résultats de l'enquête en intégralité [ici](#).